



Habiter ensemble la ville en Algérie : Mixité sociale, vivre ensemble et ségrégation en question au M'Zab

Nora Gueliane ^{1, 2, 3} ✉

¹ Postdoctorante du Conseil Arabe des sciences sociales (ACSS) /Liban

² Chercheure associée à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (Cems/EHESS)

³ Chercheure associée au LASADET, Laboratoire d'analyse Socio-Anthropologique du Développement des Territoires, Université d'Alger 2

Résumé. Au cœur des débats depuis des décennies, la mixité sociale est supposée être un moyen de lutte contre la ségrégation et les inégalités territoriales. Elle a été le sujet de plusieurs politiques (volontaristes) : politiques de la ville et du renouvellement urbain. Elle est présente de manière récurrente dans les discours et dans les textes législatifs. En Algérie, les recherches sur les différentes phases de peuplement des Grands Ensembles construits entre 1970 et 1980 montrent l'existence d'une mixité sociale réelle. Ce n'est que, par la suite, avec les multiples politiques, de la ville et du logement qu'un sérieux problème de mixité est soulevé.

Cet article se penche sur un cas particulier en Algérie ; la vallée du M'Zab. Une région du Sud algérien d'une spécificité historique, culturelle, institutionnelle, démographique et identitaire. La région connaît depuis quelques décennies une cohabitation difficile entre les deux groupes qui l'occupent : les Mozabites (des Berbères ibadites) et les non-Mozabites (des Arabes malikites). C'est à travers ce cas, le M'Zab, que nous proposons d'aborder la notion de la mixité sociale.

Mots-clés: M'Zab, Mozabites, non-mozabites, mixité, ségrégation.

Abstract. At the center of debates for decades, social diversity is supposed to be a way to fight against segregation and territorial inequalities. It has been the subject of several policies: city policies and urban renewal. It is present in a recurring manner in speeches and in legislative texts. In Algeria, the research on the different phases of the Great settlement sets built between 1970 and 1980 shows the existence of a real social diversity. It was only subsequently with the multiple state policies of the city and of housing that a serious problem of social diversity arose.

This paper focuses on a particular case in Algeria: the M'Zab valley, a region of southern Algeria with a historical, cultural, institutional, demographic and identity specificity. For decades, the region has known a difficult cohabitation between the two groups that occupy it: the Mozabites (Ibadi Berbers) and the non-Mozabites (Maliki Arabs). It is through this case, the M'Zab valley, that we propose to approach the notion of social diversity.

Keywords: M'Zab, Mozabites, non-Mozabites, social diversity, segregation.

CORRESPONDENCE:

✉ 54 Boulevard Raspail 75006 Paris, France

✉ noragueliane@hotmail.fr

ISSN: 1222-989X / © 2019 Université « Alexandru Ioan Cuza » de Iași, Roumanie. www.seminarcantemir.uaic.ro

Ceci est un article en libre accès sous les termes de la licence CC BY.

Introduction : Naissance de l'idée et problématique de recherche

La mixité sociale, comme moyen de lutte contre la ségrégation sociale et spatiale, forme depuis des décennies un référentiel des politiques publiques urbaines aux États-Unis, en Suisse, en France, en Grande-Bretagne et d'autres pays européens. (Lelévrier, 2010 ; Kleinhans, 2004 ; Lamas, 2009 ; Deschamps, 2001 ; Lenel, 2013 ; Marissal, 2017). Elle suppose que les interactions entre les groupes sociaux différents sont bénéfiques et permettent la construction, la reconstruction ou la préservation d'une société inclusive (Albert, 2017). De fait, elle vise la réduction des inégalités socio-spatiales, économiques, et ethniques (Touraine, 1997 ; Paugam, 2007 ; Kirszbaum, 2008, Simon et Kirszbaum et al. 2001). De sorte à s'assurer que leur degré ne porte pas atteinte à la cohésion sociale, ou l'apparition « d'isolats socio-spatiaux » (Kirszbaum, 2011).

Bien que la mixité sociale est fortement adoptée par les politiques de la ville, certains auteurs restent, néanmoins, réservés sur ses objectifs et son efficacité (Smith, 2002 ; Tissot, 2007 ; Albert, 2017 ; Charmes, 2009 et 2006 ; Bacqué, 2011). Certains voient surtout dans le concept de mixité un outil de légitimation de politiques urbaines socialement excluantes menées au profit des populations aisées. Au mieux, elle est considérée comme une lutte contre la seule visibilité de la pauvreté dans la ville, par dilution spatiale et par réduction des « ghettos » (Marissal, 2017). L'enjeu est donc de générer une mixité sociale et urbaine réelle, par le bas ou « une mixité participative », allant au-delà du fait de faire résider côte à côte des populations socialement différenciées. Cela permettrait de dépasser les effets d'interactions faibles entre groupes sociaux, caractérisés par l'indifférence, l'évitement, voire le conflit (Chamboredon et Lemaire, 1970 ; Burdèse, 2002).

En Algérie, les recherches sur les différentes phases de peuplement des Grands Ensembles construits entre 1970 et 1980 montrent l'existence d'un mélange, d'une mixité réelle, puisque les immeubles distribués regroupaient toutes les catégories. Ce n'est que, par la suite, à partir de l'enclenchement du programme de cession des biens de l'État que les processus de nivellement par le haut ou par les bas — c'est à dire le départ des catégories inférieures et leur remplacement par des familles plus aisées ou l'inverse s'est produit, contribuant à homogénéiser socialement les immeubles et les quartiers —. (Safar-Zitoun, 1996 ; 2009c ; 2012). Les villes algériennes ont connu une perte en vitesse de la mixité sociale, un phénomène ressenti et soulevé depuis déjà des décennies. La ville connaît une forme d'urbanisation malsaine où seulement le nombre de logements construits comptait — à cause d'une crise aiguë en la matière —. Les pouvoirs publics ont agi dans l'urgence sans aucune prise en considération des données sociales, urbaines et architecturales

(Belguidoum, 1985 ; 1995 ; 2003 ; 2005 ; 2008 ; DUCH, 1998 ; Ammara, 2005 ; Safar-Zitoun, 2004 ; 2009a ; 2009 b ; 2010a ; 2010 b ; 2011 ; Safar Zitoun et Hafiane, 2006).

L'idée d'une recherche sur la question de la mixité sociale est née lors d'un terrain (2014-2015-2016) au M'Zab (*Aylan*). Une région située dans la Wilaya de Ghardaïa (province) à 600 km au sud d'Alger (la capitale), occupée — historiquement — par les Mozabites (*Imzabiyen*). Ces derniers forment un groupe doublement minoritaire. Ils sont d'une part des Berbères Zénètes parlant un dialecte particulier de Tamazight, le *tamazabt*. Religieusement, ils relèvent de l'ibadisme, une branche minoritaire de l'Islam. Le M'Zab a connu la construction des nouveaux *ksour*, des extensions urbaines entreprises à partir des années 1990 (Gueliane 2019a, 2019b, 2018, 2017). La particularité de ces projets réside dans le rôle qu'y ont joué les institutions sociales traditionnelles mozabites, en particulier la solidarité sociale tant au plan du financement des projets, qu'en ce qui concerne les modalités du choix des bénéficiaires et la réalisation des travaux, sans oublier, évidemment, la gestion des nouveaux *ksour* après leur occupation. Toutefois, nous avons constaté que les Mozabites n'ont guère intégré les non-Mozabites dans leurs projets. Les nouveaux *ksour* ont bénéficié exclusivement aux populations mozabites à l'exclusion des autres Algériens résidant dans la région, y compris aux arabophones qui cohabitent — tant bien que mal — avec les Mozabites depuis plusieurs siècles. De fait, si cet entre-soi — voire cette séparation spatiale — était visée d'emblée par les dispositifs administratifs des acteurs de ces projets, il semble aussi correspondre à une volonté populaire. La plupart de nos enquêtes ont, en effet confirmé qu'il était inadmissible, pour eux, d'introduire des non-Mozabites dans leurs quartiers. Disposition qui s'est confirmée — et même radicalisée —, avec les événements de Ghardaïa. Des conflits — à caractère ethnique et doctrinal — qui ont eu lieu dans plusieurs villes du M'Zab, de la fin 2013 au début de l'année 2015, et ont fait de lourds dégâts humains et matériels, dont 25 morts (Amnesty International, 2018 ; Oussedik, 2015). Ces derniers événements — et une longue histoire de cohabitation complexe et difficile — ont conduit à l'établissement d'une ségrégation/une séparation spatiale entre Mozabites et non-Mozabites jusque dans les établissements scolaires.

Ce constat nous a amené à nous interroger sur les modalités et les conditions de la mixité sociale et du vivre ensemble dans le M'Zab et, ce faisant, à envisager en quoi des initiatives populaires (comme les nouveaux *ksour*) ont concouru à l'affirmation d'une forme de communautarisme, cela d'une part. D'autre part, nous analyserons si des stratégies de vivre ensemble forment une réponse satisfaisante à la ségrégation territoriale identifiée.

L'objectif de l'article est de proposer des pistes de recherche à une problématique soulevée. Il n'est pas question ici de proposer des solutions, ou d'exposer des résultats d'une recherche achevée. Le but est d'apporter quelques

renseignements, soulever des interrogations et questionnements, visant une meilleure compréhension de la notion de la mixité sociale et de la ségrégation. Cela à travers un cas nord africain – le M’Zab en Algérie -.

1. La vallée du M’Zab : Mutations, conflits et mixité souhaitée

À l’instar des autres villes algériennes, le M’Zab a vu son destin basculer à la suite de la découverte du gisement gazier de Hassi R’Mel²(1956) et l’installation, après l’indépendance (1962) d’une industrie nécessaire à l’exploitation des hydrocarbures (Benyoucef, 1986; Benyoucef, 1992, Cherifi, 2015). Ces installations industrielles ont entraîné un transfert massif de population : l’installation d’ouvriers — et de leurs familles — venant du nord du pays, mais aussi la fixation de nomades de la région en quête de prospérité et d’emplois. Ses mutations économiques ont été suivies par une promotion administrative puisque Ghardaïa est érigée, en 1984, chef-lieu de Wilaya (préfecture) et devient ainsi l’une des plus importantes villes du pays. Tout cela a conduit à la construction massive d’équipements collectifs, et de nouvelles structures d’encadrement. Cette mutation économique, démographique et administrative a impliqué d’énormes besoins fonciers, en équipements, en infrastructures et, surtout, en matière de logements. Des besoins que le gouvernement a eu bien du mal à satisfaire. Cette situation s’est aggravée avec la crise économique des années 1990 — crise due à la chute du prix des produits pétroliers et à la situation de guerre civile que connut le pays au même moment (1991-2002). Ces changements n’ont évidemment pas été sans répercussions sur le tissu urbain et le cadre bâti. La non-adéquation des instruments de planification et l’absence d’une vision à long terme ont engendré : une urbanisation massive ; un étalement urbain ; une spéculation foncière et des extensions illicites au détriment de l’oued et des palmeraies (Benyoucef, 2010 ; Benyoucef, 1992 ; Sari, 2003).

En plus de ces mutations urbaines, économiques et administratives, les mutations démographiques ont suscité la crainte des Mozabites au regard de leur situation minoritaire. L’apport d’une population non Mozabite et non-ibadite (essentiellement arabophone) est perçu comme une menace pour l’avenir de la doctrine et de la communauté elle-même. En 1977, les Mozabites étaient estimés à 60 % de l’ensemble de la population de la vallée. Actuellement, le taux est encore plus faible, certains de nos interlocuteurs mozabites affirment qu’ils sont déjà minoritaires dans leur vallée, avec un taux d’environ 48 %, si ce n’est pas moins. Des chiffres que nous ne pouvons pas réellement confirmer vu l’absence de

² Situé à 40 km de Ghardaïa, le gisement gazier de Hassi R’Mel (1956) est le plus grand du continent africain et représente le quart de la production du gaz du pays.

statistique officielle sur la question.³Dans ce contexte de déséquilibre démographique, l'espace de la ville devient un enjeu de grande importance. Les non-Mozabites considèrent l'espace comme un moyen — ou un outil — pour s'approprier la ville, pour se créer une histoire et une mémoire au sein de celle-ci. Une ville dont ils ont été trop longtemps exclus. Les Mozabites, eux, considèrent le contrôle de l'espace de la ville comme un enjeu d'ordre existentiel et perçoivent avec une grande inquiétude l'extension des quartiers arabes. Cette situation a engendré et à plusieurs reprises des conflits entre les Mozabites et les non-Mozabites, qui, dans l'apparence, sont à caractère ethnique et doctrinal. Nous nous limiterons ici à l'évocation de ceux de la période postcoloniale, car les conflits antérieurs à la colonisation relevaient d'autres logiques et opposaient souvent des alliances de Mozabites et d'Arabes

En 1975, des troubles ont déclenché en raison de l'occupation illégale, par des nomades, des terrains appartenant aux *'achiras* de Béni Isguen. Du fait de l'inaction des autorités sollicitées en vain à plusieurs reprises, les habitants ont décidé d'évacuer eux-mêmes — et par la force — les nomades installés sur leurs terres (Daddi Addoun, 1990). L'évacuation des nomades s'est finalement faite sans faire de victime et avec l'intervention des services de l'ordre. Au printemps 1975, des rixes ont également eu lieu à Guerrara à la suite de coups échangés entre supporters et joueurs lors d'un match de football entre Arabes et Mozabites de la ville. Les Mozabites furent accusés d'avoir brûlé le drapeau national et des affiches de Houari Boumédiène (Président de la République à l'époque). Le problème communautaire — aggravé par le contexte économique, social et politique des années 1980 — explique les conflits de juin 1985. La nuit du 5 juin 1985, des accrochages eurent lieu à *ksar* de Ghardaïa. Des appels au *jihad* (guerre sainte) se font alors entendre dans des mosquées malikites. Les commerces et usines mozabites furent pillés et incendiés, 19 agriculteurs malikites et 45 agriculteurs mozabites ont vu leur récolte réduite en cendres. Le 7 juin, un Mozabite fut assassiné alors qu'il se rendait à son jardin, et le soir même, un Malikite est tué. Au terme de ce conflit — deux meurtres et 56 blessés — des milliards de dinars de pertes économiques ont été enregistrés sans que les autorités enquêtent réellement sur ce qui s'est passé (Dddi Addoun, 1990). En 1989, un autre conflit s'est déclenché à Guerrara à la suite de l'inauguration d'un collège auquel on avait donné le nom de Ali Dabbuz — un historien mozabite. Le mécontentement des Arabes de la ville les conduit à détruire le panneau annonçant l'inauguration, et ce fut le signal d'une série d'actes violents. Il a fallu deux jours pour que des renforts de gendarmerie parviennent à reprendre le contrôle de la ville. En 1990, c'est à la suite des élections communales et départementales que des conflits se sont déclenchés à Berianne — une liste indépendante mozabite avait obtenu la

³ Tout comme en France, la loi algérienne interdit les statistiques d'ordre ethnique et doctrinal

majorité des suffrages —. À la suite de la confirmation de la liste indépendante à la tête de l'assemblée communale, des affrontements se sont déclenchés et ont fait deux morts avant le rétablissement du calme. Peu après, le 5 juillet 1990, lors de l'installation de la nouvelle assemblée, des violences se sont déclenchées une seconde fois. (Daddi Addoun, 1990). En 2004, l'origine d'un conflit à Melika est cette fois une parcelle de terrain revendiquée par les deux communautés, la situation s'apaise sans faire de dégâts. À Berriane, les résultats des élections municipales de 2007 ont fait entrer la ville dans une série d'affrontements sur plusieurs mois. Le conflit a coûté la vie à trois citoyens, plusieurs blessés et d'énormes dégâts matériels. En 2009, c'est encore un litige autour d'une parcelle qui provoque des tensions entre les deux communautés à Melika tandis qu'à Guerrara, le prétexte est un match de football.

De tels conflits dont les raisons sont souvent dérisoires et banales donnent une image assez suggestive de la situation minée entre les deux communautés. Une simple dispute de voisinage peut se transformer en un bain de sang. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé lors des derniers événements de Ghardaïa de 2013 à 2015 et qui ont fait de lourds dégâts, humains (25 morts) et matériels (Oussedik, 2015). Et en ce moment même de la rédaction de ce projet de recherche (mai 2020), un conflit a déclenché à Melika en raison de l'occupation illicite de parcelles foncières revendiquées par les deux communautés.

C'est dans ces circonstances que chaque communauté s'est trouvée repliée sur son propre espace dans la ville, jusqu'à une ségrégation nette dans les établissements scolaires à partir des derniers événements de Ghardaïa en 2015. Cette chronologie d'événements, met en avant la question des effets de ces conflits, communautaires à rebondissements, sur la temporalité de création des nouveaux *ksour*. Les périodes et les contextes précis de lancement de ces projets renseignent sur les enjeux de mélange (vivre ensemble) ou de repli sur soi communautaire, à la fois dans le temps et dans l'espace géographique, dans la mesure où les nouveaux emplacements des *ksour* peuvent traduire des choix forts en ce sens. Nous serons, donc, amené à vérifier si ce concept de « mixité » existe-t-il dans les *ksour*, si oui sous quelle forme ? Est-ce dans la forme contemporaine du concept – dans sa perception occidentale – ou bien elle prend des formes propres aux particularités de la région ? En effet, nous devons noter qu'historiquement l'organisation de l'espace du *ksar* était régie par des considérations tribales et cela même entre Mozabites. Donc il semble que la notion de mixité (telle qu'on la connaît) n'était guère présente dans l'organisation de la cité mozabite. Cela n'a pas empêché les ksouriens de Ghardaïa d'intégrer des tribus arabes et des juifs venus de l'Île de Djerba (Tunisie) pour assurer leur développement économique. Mais chaque groupe devait occuper un quartier bien déterminé dans la cité. Ce constat renvoie, probablement, vers une longue histoire de division tribalo-

segmentaire qui a laissé ces traces sur l'espace du *ksar*. (Gueliane, 2019a; Cherifi, 2015; Benyoucef, 1992). Pour cette raison – et pour des considérations historiques –, nous pensons qu'une redéfinition du concept de la mixité telle perçue et comprise par les habitants du M'Zab est indispensable afin de comprendre la situation actuelle. Nous serons amené à vérifier la manière avec laquelle le *ksar* est un lieu d'interaction pour certains/et d'exclusion pour d'autres et les effets de cet état sur la vie au M'Zab. Nous ne manquerons pas de développer un arrière-plan démographique qui justifie ce problème de mixité et de ségrégation.

Cette chronologie d'événements soulève aussi de sérieuses interrogations sur comment le référent communautariste est à l'œuvre au M'Zab et dans les autres villes d'Algérie. Un sujet d'une extrême complexité à aborder dans un pays qui prône le solidarisme national comme un des fondements de l'État/Nation. Nous allons donc revenir aux débats sur les questions des référents communautaires et tribaux qui existent dans la littérature anthropologique et sociologique sur l'Algérie; depuis Jaques Berques à Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad en passant par d'autres auteurs algériens plus récents comme Claudine Chautet. Ce qui nous permet de comprendre le cas mozabite, mais aussi nous autoriserai à « monter en généralité » et nous projeter sur le cas algérien. Des questions multiples auxquelles nous serons amené à répondre le long de notre travail et cela par une reconstitution du contexte historique, démographique, spatial du M'Zab.

2. Pistes de recherche : L'étude de la mixité à travers un cas algérien

À partir de la problématique soulevée dans les chapitres précédents, au moins quatre pistes de recherche possibles se dégagent. La première consiste à faire une analyse du concept de la mixité sociale et du vivre ensemble. Il s'agit donc de revenir sur les différentes approches du concept de la mixité, son origine et ses applications dans différents terrains. Il s'agit aussi d'élucider les conditions de son application, ses objectifs, et ses enjeux, en illustrant cela par des expériences concrètes menées en la matière – des cas de réussites et d'échec –. (Voir les travaux de S. Tissot, T. Kirszbaum, R. Epstein, M.-H. Bacqué, S. Fol, et autres). Pour revenir par la suite à la question de la mixité sociale dans le cas algérien, de la contextualiser dans un cadre plus général, tout en ayant à l'esprit les particularités de notre cas (voir les travaux de Madani Safar-Zitoun sur le cas algérois).

Une telle approche nous permet de nous projeter sur le cas mozabite. Un ensemble de questionnements peuvent être alors soulevés. S'agit-il d'une question de mixité ou plutôt de ségrégation ? D'une identité arc-boutée sur elle-même à un point tel qu'elle refuse l'altérité ? S'agit-il d'un problème social ou bien de l'ethnique et du religieux, qui se conjugue en une identité qui s'inscrit dans des lieux qui ne sauraient

être partagés ? Surtout que la mixité sociale a trait à des politiques publiques qui visent à éviter les ségrégations et les phénomènes de ghettos, en posant comme principe que cette mixité est la condition de la vie démocratique, de l'accès aux libertés et à la citoyenneté (ce fut le cas en France et au Etats-Unis). Dans le M'Zab (et ailleurs en Algérie), ces politiques publiques ne sont pas à l'œuvre, du moins avec ces objectifs-là, et la ségrégation, en tout état de cause, existe préalablement à toute action qui essaierait d'aller à son encontre. La répartition des différents programmes de logements projetés par l'Etat suivant les revenus des ménages en est la preuve. D'ailleurs, au M'Zab, on voit bien que les nouveaux *ksour* ne sont qu'une reproduction, non pas à l'identique, mais au « proche », de la ségrégation. Si ces hypothèses sont confirmées, une fixation sur le concept de la mixité sociale peut nous conduire à un cul-de-sac. Nous serons donc amené, dans ce types de cas, à parler d'une « mixité ethnique » ou « mixité religieuse » ou encore « mixité de légitimité » (légitimité d'être dans les lieux) « autochtones/allochtones », ou de tout cela, à la fois. De vérifier si deux populations peuvent-elles vivre de façon juxtaposée, côte à côte, avoir même des relations amicales ou professionnelles, sans qu'il y ait la moindre once de mixité ? Ces formes de « côte à côte », qui n'excluent pas flambées de racisme, destructions, etc. Ici, nous pouvons faire référence aux productions de l'École de Chicago, même si ancienne, pour notre réflexion que les articles récents sur les politiques urbaines européennes visant à la « mixisation » sociale.

La deuxième piste pourrait être focalisée sur la collecte et l'assemblage des pièces maitresses permettant la bonne compréhension du contexte du M'Zab au regard de cette question de mixité et du vivre ensemble. Un contexte marqué par des enjeux socio-économiques, démographiques, politiques, et fonciers et urbains énormes. Des enjeux dont deux communautés se disputent, en ayant dans certains cas recours à la violence. Cette reconstitution du contexte nous permettra de répondre à la question de pourquoi et comment ce problème est apparu et il obéit (animé) par quelles logiques.

Certaines hypothèses sont à vérifier. La généralisation (et la projection) du concept de la mixité sociale dans sa perception occidentale ne semble pas être favorable à l'examen de tout les cas d'étude. L'idée est, donc, de reconstituer la notion suivant des perceptions locales (contextualisées). Il semble également que des référents communautaires et tribaux ont leurs mots à dire dans le façonnement de l'espace dans nos villes algériennes. Enfin, les effets des politiques foncières, les modalités de distribution des logements étatiques ainsi que les effets éventuels des lois du marché sur les mobilités résidentielles ne sont pas, elles aussi, à négliger (Safar-Zitoun, 2012; 2013). Ainsi, l'étude du cas mozabite pourrait s'appuyer sur des documents, des monographies, des rapports officiels et des plans produits par les différentes

administrations locales : Wilaya ; communes (APC) ; direction de planification ; direction de l'urbanisme : les bureaux d'études Wilaya, les associations... etc., afin de décrire la situation de la région, et les différents enjeux auxquels elle fait face.

Un soin particulier à la nature des liens intercommunautaires au M'Zab est important. De fait, un retour historique sur la nature de ces rapports (avant et après l'indépendance) semble indispensable. Une sorte de relecture de l'histoire, c'est-à-dire la reprendre dans une autre finalité en centrant nos connaissances sur le sujet suivant : comment les Mozabites « recevaient » — ils les étrangers à leur société et leur culture, comment vivaient-ils « à côté » d'eux (ou avec eux ?), etc. À partir de là, on pourrait essayer de suivre, dans la chronologie, la façon dont les choses ont évolué, à la fois en termes d'urbanisation, de ségrégation spatiale et d'évolution des rapports sociaux (et économiques). Si les Mozabites ont intégré des non-Mozabites ! Ils l'ont fait par quels processus ? Et sous quelle forme ? Puis, nous veillerons à étayer les différentes politiques étatiques adoptées dans la région depuis l'indépendance (1962) afin de favoriser — ou pas — un minimum de cohabitation entre les deux communautés. Des politiques qui peuvent aussi être à l'origine de l'amplification du problème — la politique du parti unique dans la région et l'application de la révolution agraire comme exemple —.

Une réflexion sur les modalités, les politiques du logement étatique ainsi que les politiques foncières adoptées semble indispensable. Il sera aussi question de reprendre l'histoire urbaine du M'Zab sous la forme de la création des nouveaux quartiers, en identifiant qui peuple lequel et qui peuple quel autre ? Il est probable que, dans les quartiers de grands ensembles des années 70-90, il y ait eu des formes de mixité sociale/et vivre ensemble comme dans les grandes villes algériennes, comme l'a bien signalé Safar-Zitoun dans ses travaux. Ainsi, même si cela s'est affaibli, toujours est-il que ces quartiers « arabes » ont eu à nouer des rapports avec les autres quartiers ; que leurs habitants ont dû s'inscrire dans une société qui leur était étrangère, etc. C'est tout le processus qui se crée alors qui permet d'interroger le vivre ensemble ou le non-vivre ensemble. Ce sont les frustrations qui en naissent, d'un côté ou de l'autre, le sentiment des uns d'être dépossédés de leur patrimoine ou de leur culture, le sentiment des autres d'être considérés comme des intrus, etc. qui nourrit la tendance à la séparation. Du coup, de quand date la rupture qui pousse la société mozabite à se constituer en force dominante et à exclure en se considérant comme « légitime » ? Puis, il est important de savoir qui détient le pouvoir politique et économique, des rapports « riches/pauvres », « dominants/dominés » : autrement dit, qui a le pouvoir de l'argent ? A notre avis il est impossible d'aborder la question du vivre ensemble, et la ségrégation si ces questions essentielles, bien que sensibles, sont occultées.

La troisième piste est complémentaire avec la précédente et elle en est la continuité. Son objectif serait d'élucider la perception qu'ont les habitants du M'Zab de la mixité et du vivre ensemble, leurs espérances, les enjeux de ceux-ci, la possibilité de leur mise en place et leurs contraintes. La mixité, peut-elle constituer un choix aux politiques locales, ou, au contraire, risque-t-elle d'aggraver encore davantage la situation ? L'enquête concerne des habitants des deux communautés, mais aussi des élus locaux, des notabilités, des administrateurs, des bureaux d'études, des responsables dans différentes directions, des acteurs des sociétés civiles et des associations... etc.

Il faut dire qu'au long de ce texte, les non-Mozabites occupent une place modeste dans nos réflexions à cause du manque de données sur ce groupe. Alors qu'on ne peut parler de ségrégation, de mixité ou de vivre ensemble sans prendre en considération de manière équitable les deux (ou trois ou quatre) parties prenantes. Autrement dit, il y a un gros travail d'enquête à faire auprès de ces populations pour savoir leurs itinéraires, leurs modalités d'installation, les modes de relations anciennes ou plus récentes avec les Mozabites (en général ou en particulier), leurs sociabilités, leurs pratiques des lieux... etc. C'est par ce biais que nous aurons un décalque de ce que nous diront les Mozabites. Et peu importe s'il y a des contradictions entre les dires des deux groupes, du moins chacun dira ses « représentations » propre dans le domaine qui nous intéresse. C'est d'ailleurs ces représentations qui sont plus importantes, bien importantes que la vérité elle-même.

Nous pensons que la méthode de recherche appropriée pour s'attaquer aux pistes évoquées est plutôt la méthode qualitative. Ainsi, les outils mobilisés devront être les entretiens (entretiens ouverts, semi-directifs, entretiens de groupes) et le récit de vie (surtout avec les habitants qui ont dû quitter leurs quartiers suite aux conflits intercommunautaires). Enfin, l'usage de la méthode de la triangulation/le croisement permettrait l'enrichissement du travail empirique et la validation des résultats (voir : Robert K. Yin, (2016), *Qualitative Research from Start to Finish*, New York: The Guilford Press)

Conclusion

Cette étude présente de l'intérêt sur plusieurs niveaux. D'une part, un apport théorique et conceptuel pour l'étude de la question de la mixité, du vivre ensemble, de la ségrégation et du communautarisme en Algérie. Plus précisément, au M'Zab, région d'une assez grande particularité historique, culturelle, institutionnelle, démographique et identitaire et qui connaît depuis quelques décennies une cohabitation difficile et des conflits intercommunautaires entre les deux groupes qui l'occupent : les Mozabites (des Berbères ibadites) et les non-Mozabites (des Arabes

malikites). De fait, les travaux suivant les pistes indiquées permettront de mieux comprendre la situation de la région, de voir le conflit comme une nouvelle dynamique qui organise l'espace de la cité. D'autre part, le cas mozabite est susceptible d'étayer des études comparées avec d'autres villes, algériennes, africaines et dans la région arabe qui vivent des situations de ségrégations et de conflits similaires. À ce propos nous rejoignons Jérôme Chenal, qui a bien su montrer à quel point la ville africaine est riche d'enseignements généraux, car elle exacerbe les problèmes et les rend ainsi visibles et analysables. L'auteur qui plaide, à travers ses travaux et recherches, pour abolir la double perspective culturaliste et développementaliste selon laquelle les villes africaines sont souvent comprises : dans cette perspective, elles seraient hors-normes (anormales), marginales voire exceptionnelles. Chenal défend de manière convaincante la position exactement inverse : la ville africaine est un remarquable instrument d'optique pour analyser les processus urbains contemporains (Chenal et al., 2009). De fait elles sont des exemples susceptibles d'être généralisés, source d'enseignement pour le reste des villes du monde.

Enfin, l'étude ainsi que toute étude suivant les pistes suggérées, ou bien d'autres, est un apport théorique pour l'approfondissement du concept de la mixité sociale en général. Puisque chaque cas étudié est un cas particulier et apporte des renseignements précieux pour la compréhension de la notion de la mixité. Tout en ouvrant la possibilité d'éventuelles études comparatives avec d'autres cas en Afrique, dans le monde arabe et ailleurs.

Remerciements

Ce papier est publié dans le cadre d'un projet de recherche en cours (septembre 2020 – septembre 2021) financé par le Conseil Arabe des sciences sociales (ACSS) et la Carnegie Corporation of New York.

Déclaration de divulgation

Aucun conflit d'intérêts potentiel n'a été signalé par les auteurs.

ORCID

Nora Gueliane  <https://orcid.org/0000-0003-4754-0242>

Références

- Albert, A. (2017). Les effets socio-spatiaux d'un dispositif résidentiel d'incitation à la mixité sociale. L'exemple de la résidence " kolocations à projets solidaires " de la Cité à Oullins (Rhône). *Géocarrefour*, 91(4).

- Bacqué, M.-H., & Fol, S. (2011). Politiques de mobilité résidentielle et de déségrégation : une analyse critique. *Regards croisés sur l'économie*, 9, 261-271.
- Belguidoum, S., & Millet, D. (1985). Détournements et retournements des modèles urbains et architecturaux à Sétif. In : Haumont, N. et Marie, A. (dir.), *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, Paris : L'Harmattan.
- Belguidoum, S. (2005). Urbanisation et urbanité. In : Côte, M. (dir.), *La ville et le désert*, Paris : Karthala.
- Belguidoum, S. (1995). Recompositions sociales et nouvelles formes urbaines : la réappropriation du champ urbain à Sétif. In : Gallissot, R. et Moulin, B. (dir.), *Les quartiers de la ségrégation – Tiers monde ou quart monde ?*, Paris : Karthala, Institut Maghreb – Europe.
- Belguidoum, S. (2003). Une société bloquée, la crise des idéologies en Algérie. *Recherches Internationales*, 67-68.
- Belguidoum, S. (2008). *La ville en question — analyse des dynamiques urbaines en Algérie. Penser la ville — approches comparatives*, Khenchela : Algérie.
- Benyoucef, B. (1992). *Le M'Zab espace et société*, Alger : IBD.
- Benyoucef, B. (2010). *Le M'Zab parcours millénaire*, Alger : Alpha éditions.
- Bonard, Y., & Thomann, M. (2009). Requalification urbaine et justice environnementale : Quelle compatibilité ? Débats autour de la métamorphose de Lausanne, *VertigO*, 2.
- Bourdieu, P., & Sayad, A. (1964). *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris : Les Éditions de Minuit.
- Burdese, A.-M. (2002). *L'étudiant, le quartier populaire : Les illusions de la mixité, l'exemple de la métropole lilloise*, Paris : L'Harmattan.
- Centre de documentation de l'urbanisme, Direction de l'Équipement, des Transports et des Logements. (1998). *Villes et développement durable*.
- Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale : Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue Française de Sociologie*, 1, 3-33.
- Charmes, E., & Bacqué, M.-H. (2006). *Mixité sociale, et après ?*, Paris : PUF.
- Charmes, E. (2009). *Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer la population ou les ressources ?* <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la-mixite-sociale.html>.
- Chenal, J., Pedrazzini, Y., & Kaufmann, V. (2009). Esquisse d'une théorie « alter-moderne » de la ville africaine. <https://www.espacetemps.net/articles/esquisse-theorie-alter-moderne-de-la-ville-africaine/>
- Cherifi, B. (2015). *Le M'Zab : études d'anthropologie historique et culturelle*, Alger : Sédia.
- Côte, M. (dir.). (2005). *La ville et le désert : le Bas-Sahara algérien*, Paris : Karthala, Aix-en-Provence : IREMAM.
- Daddi Addoun, Y. (1990). *Relations entre Ibadites et Malikies au M'Zab*, mémoire de DREA, Paris : INALCO.
- Deschamps, E. (2001). La politique urbaine du logement : l'objectif de mixité sociale. *Revue française des affaires sociales*, 3, 81-97.
- Gueliane, N. (2019a). *Les nouveaux ksour de la vallée du M'Zab (1995-2016) : de la permanence et des mutations de la solidarité sociale dans leurs réussites et leurs échecs*, thèse de doctorat, Paris : EHESS/
- Gueliane, N. (2019b). *Les nouveaux ksour du M'Zab, quels enseignements pour l'étude de l'urbain en Algérie ?*. In : Direche, K. (dir.), *L'Algérie au présent. Entre résistances et changements*, Paris : IRMC-Karthala, pp. 75-88.
- Gueliane, N. (2018). Hamrayat : La naissance prématurée d'un nouveau ksar. In : Chetateha, O.-K. (coord.), *Les mutations de la ville saharienne algérienne*, Algérie : Centre de recherche en sciences islamiques et civilisation de Laghouat, pp. 271-327.
- Gueliane, N. (2017). Les problèmes de la production urbaine : Le cas du nouveau ksar d'Ioumed dans la vallée du M'Zab. *International Journal of Spaces and Urban Territor*, 3, 143-191.

- Kirszbaum, T. (2008). *Les approches anglo-saxonnes et françaises de la lutte contre les discriminations ethniques : Normes, instruments et mobilisations dans l'accès au logement, à l'enseignement et aux droits religieux*, (Rapport), DREES – MiRe.
- Kirszbaum, T. (2011). Le logement social dans l'impensé de la ville multiethnique. In : Houard, N. (dir.), *Loger l'Europe : le logement social dans tous ses États*, Paris : La Documentation française.
- Kleinhans, R. (2004). Social Implications of Housing Diversification in Urban Renewal: a Review of Recent Literature. *Journal of Housing and the built environment*, 19, 367-390.
- Lelévrier, C. (2001). La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou reconcentration ? *Espaces et sociétés*, 140-141, 59-74.
- Lemas, P-R. (2009). Mixité sociale et mixité urbaine, entre droit au logement, droit à l'habitat, droit à la ville. *Après-demain*, 11, 7-13.
- Lenel, E. (2013). La mixité sociale dans l'action publique urbaine à Bruxelles : projet ou langage politique ? *Brussels Studies* 65, <http://brussels.revues.org/1129>
- Marissal, P. (2017). La mixité sociale résidentielle favorise-t-elle la mixité scolaire ? Le cas Bruxellois. *Belgeo*, 2-3/2017. <http://journals.openedition.org/belgeo/20313>
- Oussedik, F. (2015). Les émeutes de Ghardaïa. L'Algérie, une société en guerre contre elle-même. *Naqd*, 32, 105-134.
- Paugam, S. (éd.) (2007). *Repenser la solidarité. L'apport des sciences sociales*, Paris : PUF
- Safar-Zitoun, M. (2012). Le logement en Algérie : programmes, enjeux et tensions. *Confluences Méditerranée*, 81, 135-154
- Safar-Zitoun, M. (2012). État providence et politique du logement en Algérie, Le poids encombrant de la gestion politique des rentes urbaines. *Revue Tiers Monde*, 1, 1-19.
- Safar-Zitoun, M. (2013). Spatial and social mobilities in Algeria : the case of Algiers. *The Journal of North African Studies*, 18(5), 678-689.
- Safar Zitoun, M. (2004). Alger, ville confisquée par l'Etat In : Chabbi-Chemrouk, N., *Alger, lumières sur la ville*, Alger : Editions Dalimen, pp. 321-330.
- Safar Zitoun, M. (2009). La protection sociale en Algérie. Évolution, fonctionnement et tendances actuelles. In : Catusse, M., Destremau, B., & Verdier, E. (dir.), *L'État face aux débordements du social au Maghreb*, Paris : Iremam/Karthala, pp. 53-93.
- Safar Zitoun, M. (2009a). Les politiques urbaines en Algérie : une réforme libérale inachevée. In : Le Tellier, J., & Iraki, A. (dir.). *Habitat social au Maghreb et au Sénégal*, Paris : L'Harmattan, pp. 65-73.
- Safar Zitoun, M. (2009b). L'ingénierie participative dans les programmes publics de logement social. Contenu et limites de l'expérience algérienne. In : Le Tellier, J. , & Iraki, A. (dir.). *Habitat social au Maghreb et au Sénégal*, Paris : L'Harmattan, pp. 171-193.
- Safar Zitoun, M. (2009c). Les stratégies résidentielles des acteurs sociaux dans un contexte de modernisation bloquée : Alger 1962-1998. In : Baduel, P.R. (dir.), *La ville et l'urbain dans le Monde arabe. Acteurs, organisations et territoires*, Tunis/Paris : IRMC/Maisonneuve — & — Larose, pp. 109-135.
- Safar Zitoun, M. (2010a). Alger : de la décomposition du foncier à recomposition urbaine ? In : Bendjelid, A. (dir.), *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*, Oran : Éd. du CRASC, pp. 69-88.
- Safar Zitoun, M. (2010 b). Alger d'aujourd'hui : une ville à la recherche de ses marques sociales. *Insaniyat* 44-45 (no. spécial « Alger, métropole en deveni), 33-59.
- Safar Zitoun, M. (2011). Les quartiers marginaux à l'épreuve du développement durable : quelques leçons sur l'expérimentation de projets dits "participatifs" dans les villes algériennes. In : Barthel, P.-A. & Zaki, L. (dir.), *Expérimenter la ville durable au sud de la Méditerranée. Chercheurs et professionnels en dialogue*, La Tour-d'Aigues : Éd. de l'Aube, coll. « Villes et Territoires », pp. 255-281.

- Safar Zitoun, M. & Hafiane, A. (2006). *L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie : l'émergence problématique d'un tiers acteur urbain*. In : *L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*, programme PRUD
- Sari, D. (2003). *Le M'Zab, le chef-d'œuvre : Une création ex nihilo en harmonie avec les principes égalitaires de ses créateurs*, Alger : A.N.E.P.
- Sayad, A. (2014). *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Tome 3 : *La fabrication des identités culturelles*, Paris : Raisons d'agir
- Simon, P. (dir.) (2001). *Les discriminations raciales et ethniques dans l'accès au logement social*. Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations, Note de synthèse n° 3 du GIP GELD, Paris.
- Smith, N. (2002). New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global, Urban Strategy. *Antipode* 34, 427-450.
- Tissot, S. (2007). *L'État et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris : Seuil.
- Touraine, A. (1997). *Pourrons-nous vivre ensemble ? Égaux et différents*, Paris : Fayard.